
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLXX XIV.

Du Jeudi 14 Janvier 1790.

MONSIEUR le chevalier de Boufflers a lu les adresses. La première exprimoit la reconnaissance des habitans de l'île de Corse.

On a lu le procès verbal de la formation & prestation de serment de la milice nationale à Luciana, avec proclamation de Paoli pour colonel général.

C'est ainsi que les défenseurs de la liberté trouvent tôt ou tard leur récompense. Il y a eu des oppositions à l'admission de quelques citoyens, & ceux qui ont été exclus forment des réclamations. Nous allons faire connoître les témoignages publics que les habitans d'Ajaccio ont donnés, en apprenant qu'ils avoient acquis le droit de citoyen françois.

Voici l'adresse de ces habitans.

Du mardi 22 décembre 1789.

MM. Jean-Baptiste Tortoroli Podestà, Paul-Félix Péraldi & Jean-Baptiste Barbieri, pères du commun, officiers municipaux de la ville d'Ajaccio, capitale de l'au-delà les monts en l'île de Corse, s'étant assemblés en conseil en l'hôtel-de-ville, pénétrés de joie & de reconnaissance pour

Tome VI.

C

l'heureuse nouvelle que le dernier courrier a apportée ; que par décret de l'auguste assemblée nationale , la Corse a été déclarée partie intégrante de la monarchie française ; ont unanimement délibéré & arrêté , que ce jour , vingt-six de ce mois , il sera chanté un *Te Deum* ; que cette solennité sera faite avec la plus grande cérémonie , que M. l'évêque , le chape & le clergé y seront invités ; que le commandant de la place , la justice royale & les différens corps de la garnison & administration seront priés d'y assister , & que les officiers municipaux s'y trouveront en habit de cérémonie ; que lorsque le *Te Deum* se chantera , toutes les cloches des différentes églises sonneront , & que l'on tirera le canon.

» Qu'après la bénédiction , il y aura un feu de joie sur la grande place , qui sera allumé par M. le commandant & par les officiers municipaux ; qu'au-dessus de l'arbre dudit feu de joie , il y aura un pavillon qui d'un côté portera trois écussons formant un cœur : celui de la droite portera les armes de France , celui de la gauche celles de Corse , & au pied les armes de la ville ; plus bas cette inscription portant *égalité & fraternité* : de l'autre part ce pavillon aura une inscription portant : *vive la nation , vive notre roi , le roi des François & l'assemblée nationale* ; & que le même soir , il y aura illumination générale dans toute la ville & fauxbourgs d'Ajaccio ; que M. le président de l'assemblée nationale sera supplié de présenter à cet auguste sénat les sentimens généraux des habitans de cette ville , de leur respectueuse reconnaissance , de leur fidélité & de leur soumission à la loi constitutionnelle ; qu'enfin cette délibération sera communiquée aux différentes communautés des quatre provinces d'au-delà les monts , afin qu'elles puissent se réunir à nos sentimens de la plus vive allégresse. »

Le haut Quercy adhère à la constitution patriotique ; & demande des loix interprétatives des décrets du 4 août.

Les communautés de Vilars & St-Genest, en Forez, offrent le montant des impositions sur les ci-devant privilégiés.

Les officiers municipaux de Saint-Etienne en Forez noncent que les déclarations relatives à la contribution patriotique s'élèvent déjà à la somme de cent dix mille quatre-vingt-cinq livres, & les dons patriotiques en argenterie, en 219 mars.

La communauté de Louzac en Limousin, après avoir fait l'éloge des officiers de la communauté d'Uzerche promettre d'exécuter avec respect les loix émanées de l'assemblée, & de s'ensevelir avec les bons François sous les ruines de la France, plutôt que de vivre dans la honte & l'oppression,

Les mêmes témoignages sont donnés par le conseil d'administration & la milice nationale de Lons-le-Saunier, en Franche-Comté.

La ville de Carcassonne exprime sa reconnaissance envers le commandant de la province & envers le régiment de Noailles, en garnison dans cette ville, commandé par MM. de Gallifet & de Saint-Priest qui, par leur zèle, ont contribué au maintien de la paix publique.

Cette ville renouvelle son adhésion à tous les décrets, & manifeste son vœu pour l'établissement d'une cour supérieure dans chaque département.

Si quelque chose peut consoler de ce que tous les François ne concourent pas unanimement à la formation de la constitution, ce sont les espérances que donne la génération nouvelle, qui, n'ayant pu être infectée des principes aristocratiques, portera dans le serment civique un cœur pur & des principes populaires. Les jeunes élèves

de l'école de Sorèze ont envoyé une adresse à l'assemblée nationale, dans laquelle ils expriment avec énergie les sentimens d'admiration, de reconnoissance & de dévouement dont ils sont pénétrés pour elle.

On a repris le travail des départemens, sujet aride pour ceux qui ne veulent repaître qu'une vaine curiosité, ou ne s'intéresser qu'à des débats oratoires ; mais de la plus grande importance pour ceux qui aiment le bien de leur pays, & l'affermissement de la constitution. On a terminé, dans la séance d'hier, une foule de petites contestations sur la formation des départemens.

M. Gossin a commencé le rapport de la demande formée par la ville de Clameci.

Après avoir exposé les faits, le rapporteur a terminé ainsi son discours : « C'est véritablement une maladie momentanée, que celle qui affecte aujourd'hui plusieurs villes & plusieurs cantons, de croire que la nouvelle division du royaume va élever des murs de séparation entre les villes & les départemens, entre les campagnes & les cités, entre les hommes & les hommes. Quand on a un département, on ne pourra avoir rien de commun avec un autre, & c'est ainsi que l'intérêt particulier s'isole, se tourmente & nuit à l'harmonie générale. L'esprit public qui va naître effacera ces préjugés, & votre comité ne doute point que la ville de Clameci, mieux éclairée sur ses intérêts, applaudira au décret que le comité propose, d'unir cette ville au département du Nivernois. »

M. de Toulangeon a demandé le renvoi de cette affaire à un autre jour, pour donner à un nouvel envoyé de cette ville, le temps d'arriver.

M. de Sérent a prouvé l'inutilité de ce renvoi, & l'assemblée a adopté l'avis du comité.

M. Gossin a passé ensuite au rapport concernant la

principauté d'Orange. Cette principauté ne formant qu'un très-petit district, ayant des intérêts isolés qu'elle seule peut connoître, proposoit de décréter qu'elle seroit un district faisant partie du département du bas Dauphiné; qu'elle s'administreroit pour les impositions ainsi que pour les objets relatifs à son commerce & à ses travaux publics; mais qu'à l'égard de la justice & de tous les autres objets, elle seroit soumise, comme les autres districts, à l'assemblée & au tribunal de son département.

Le comité a pensé que cette réclamation étoit une demande déguisée d'un département isolé. Il a proposé en conséquence de décréter que cette principauté formera provisoirement un district du département du bas Dauphiné, & qu'il lui sera permis de s'unir à celui des départemens voisins, qu'elle jugera le plus convenable.

Un député d'Orange a défendu sa pétition. M. Barnave a dit que l'option de cette principauté étoit faite en faveur du département du bas Dauphiné.

M. Bouche, qui ne perd jamais de vue la reprise du comté Venaissin, proposoit de ne pas prononcer encore, parce que cette principauté pourroit former un beau département avec le comté Venaissin & une partie de la Provence.

Cette demande a excité le zèle ordinaire de M. l'abbé Mauri; il a présenté deux raisons politiques & géographiques qui s'opposoient au projet de M. Bouche; il a demandé que la principauté ne formât qu'un district; & l'avis du comité a été adopté.

M. Gossin, dont les travaux infatigables dans le comité de constitution ont reçu des marques de la confiance de l'assemblée, a continué ses rapports par celui qui intéresse le Forez. Cette province entourée de montagnes inaccessibles une partie de l'année, demandoit à former un dé-

partement, & elle propoſoit d'en faire un autre du Beaujolois & du Lyonnais ; mais le Forez n'avoit que deux cents lieues de ſurface ; & le Beaujolois & le Lyonnais réunis n'en avoient que cent ſoixante ; d'où il ſeroit reſulté la double irrégularité de deux départemens trop foibles, avec l'imperfection de laiſſer une ville aſſi importante que Lyon, ſans aucun contrepoids dans la balance politique des intérêts de ce petit canton. D'après ces motifs, le comité propoſoit la réunion du Forez, du Beaujolois & du Lyonnais en un ſeul département.

M. Danglas de Boiſſi, a demandé la diſtraction d'un petit terrain près la montagne de Pila, & qui étoit à la diſpoſition du Vivarais.

M. de Laudine a défendu la cauſe du Forez avec ce vif intérêt que l'on met toujours lorsqu'il s'agit du bien de ſon pays.

« Le Forez, a-t-il dit, eſt un département formé par la nature qui l'a enfermé par des montagnes ; ainſi, juſqu'à ce que le comité de conſtitution ait trouvé le ſecret indiqué par l'écriture, de faire ſauter les montagnes comme des béliers, il n'eſt pas poſſible d'en faire un département uni avec le Lyonnais.

Le Forez eſt une contrée agricole, Lyon eſt une ville commerçante, ces deux eſprits diffèrent abſolument ; il y a autant de diſtance entre les idées de l'agriculteur & celles du commerçant, qu'il y en avoit hier entre les Béarnois & les Baſques.

L'avis du comité a été adopté, ſauf la diſtraction de la partie réclamée par le Vivarais, ſur laquelle le comité fera ſon rapport.

M. Goſſin a fait encore un rapport ſur quelques légères diſcuſſions élevées à l'occaſion des provinces de Lorraine, Trois-Evêchés & Barrois. Le comité penſoit que

le seul district de Belfort étoit mal placé dans le plan adopté par le comité ; il proposoit de décréter que la division en départemens , de ces trois provinces , subsisteroit ainsi qu'elle a été déterminée par les députés respectifs de chacune d'elles.

Il s'est élevé à ce sujet une discussion sur les droits féodaux réclamés sur ces provinces par des princes de l'Empire. M. Lavie a fait un tableau effrayant des droits odieux & inconnus à la majeure partie de la France ; abus dérivé des excès des sauvages du nord , & dont la trace devoit être plus honteuse dans la partie septentrionale de la France.

Qui croiroit que les seigneurs de cette contrée vendent le droit *de faire des sabots , de ramoner les cheminées , & même de gober l'air ?* Nous ne suivrons pas M. Lavie dans cette nomenclature effroyable ; nous dirons seulement qu'il a dénoncé à l'assemblée des discours incendiaires affichés dans toute la province d'Alsace , pour exciter le feu de la discorde entre les luthériens & les catholiques ; « mais , a-t-il ajouté , la province est demeurée tranquille malgré les ennemis du bien public. »

M. l'abbé Deymar a dit que cette question des droits féodaux avoit été ajournée dans une séance tenue à Versailles , & que pour ce qui concernoit la division , le mot *provisoire* , ajouté par le comité , donnoit au peuple la liberté de choisir.

Le prince de Broglie ainsi que M. Desmeuniers & M. Dupont , disoient que cette affaire étant du droit des gens & non du droit civil , il falloit autoriser le roi à traiter avec les princes de l'empire. M. Martineau demandoit le renvoi de l'affaire au comité de féodalité.

On est allé aux voix sur l'avis du comité pour la division provisoire de l'Alsace.

On alloit encore délibérer pour savoir si l'on renverroit

au comité de constitution, ou à celui de féodalité, ou au roi les réclamations des princes d'Allemagne ; mais M. Merlin ayant rappelé à l'assemblée qu'un décret avoit renvoyé cette affaire au comité de féodalité, il a demandé l'ajournement de toutes ces motions, comme étant chargé d'en faire le rapport, ayant demandé des pièces & les titres aux princes d'Allemagne qui ne les envoient pas.

L'ajournement a été prononcé.

M. Gossin a terminé par le rapport de la pétition de la ville de Paris, pour avoir un département territorial. Il a cru ne devoir rien ajouter aux moyens respectifs, présentés déjà par M. Bureau de Puzi. « Les départemens de l'île de France, a-t-il dit, attendent votre décision pour s'occuper de la formation de leurs districts. Votre décret donnera l'organisation du royaume, l'impulsion qu'il attend avec impatience, & qui doit être le fondement de la régénération du royaume.

« L'avis du comité, a-t-il ajouté, est que la ville de Paris doit avec sa banlieue former à elle seule un département ».

Un député ecclésiastique demandoit que la banlieue de Paris fût fixée à une poste, à compter du Parvis Notre-Dame.

M. Desmeuniers a rendu compte de quelques détails, pour prouver qu'il falloit une plus grande étendue à la banlieue : « Elle est nécessaire, disoit-il, pour maintenir la perception des impôts qui se portent à soixante-dix millions ; autrement le trésor public qui, par la contrebande, ne perd que trois ou quatre millions, en perdrait vingt. Il faut que cette banlieue renferme le village de Sceaux, les carrières, & des établissemens publics, pourvu qu'elle n'excede pas trois lieues de rayon ».

» Paris est trop irrégulier, a dit M. Duport, pour que

la banlieue fuive l'irrégularité qui résulteroit du point central fixé au Parvis de Notre-Dame ; il faut qu'il y ait environ trois lieues de rayon en deçà des murs , sans partir du Parvis ».

M. de Custine demandoit , au contraire , de fixer la banlieue de Paris à trois mille toises au-delà de ses murs , en réservant à ce département & aux départemens voisins , de fixer les échanges respectifs qu'on croira nécessaires.

Suivant M. Boislandri , la banlieue devoit être fixée à trois mille toises.

M. Target demandoit trois lieues de rayon , à compter du Parvis.

M. Desmeuniers a encore obtenu la parole , & il a fait valoir les grandes preuves de patriotisme que la ville de Paris avoit données dans cette révolution , & nous ajoutons avec justice , qu'elle ne cesse d'en donner tous les jours.

M. Desmeuniers a été très-applaudi , & la discussion ayant été fermée , M. Charles de Lameth a demandé la question préalable sur tous les amendemens. Elle a été adoptée , & l'assemblée a décrété que la ville de Paris formera un département , avec trois lieues de rayon , à compter du Parvis de Notre-Dame.

M. Mongin de Roquefort , comme député de l'extrémité du royaume , a demandé , pour calmer l'inquiétude de ses commettans , que le comité fit incessamment le rapport de la division de la province.

M. Kispooter a fait un rapport tendant à faire autoriser la ville de Lille à un emprunt pour des établissemens publics & urgens.

M. Lapoule a insisté fortement pour qu'on divisât le projet du décret présenté par M. Kispooter en faveur de la ville de Besançon , qui vouloit acheter des grains pour la subsistance des nécessiteux.

La question préalable ayant été demandée sur la totalité du projet du comité, il a été décidé qu'il n'y avoit lieu à délibérer *quant à présent*.

N. B. Les députés de la basse-Navarre, qui n'ont pas, à la vérité, présenté encore leurs pouvoirs à la vérification, sont étonnés de ce que dans le N°. LXXXI, page 389, on les a nommés comme formant la demande d'un département isolé avec le Labour & la Soule; ils ont raison, mais on a copié le rapport du comité; & cette manière de parler, quoiqu'inexacte, ne peut ni ne doit porter aucun préjudice aux députés de la basse-Navarre, n'étant pas membre de l'Assemblée nationale.

Dans le même N°. page 386, une faute grossière d'imprimerie a altéré le sens des paroles de M. Bouche, quand il caractérisa la deuxième partie du discours de M. de la Houssaye. On ne pouvoit guères s'y méprendre, & l'on doit lire *despectueux*, ou *irrespectueux*, & non *respectueux*.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement a fini au cent-quatre-vingtième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N°. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

